

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

● Azanie

NOUVELLES MANIFESTATIONS A SOWETO

Trois étudiants africains
ont été blessés par balles

pendant qu'un policier était
blessé par jets de pierres,
mercredi à Soweto.

Des affrontements violents ont opposé Africains de ce gigantesque bidonville sud-africain et forces de répression du régime raciste, au cours d'une manifestation de protestation contre l'augmentation brutale de 8 % des loyers de Soweto.

La police a tiré à plusieurs reprises pour disperser les manifestants. Les trois étudiants blessés ont été hospitalisés et le gouvernement se refuse à toute information sur leur état.

Brandissant des banderoles protestant contre les augmentations de loyers, plusieurs milliers d'étudiants et d'habitants de Soweto s'étaient rassemblés en début de matinée devant une école.

Puis, des groupes de manifestants s'étaient attaqués aux voitures des policiers, lapidées à coups de pierres. La manifestation s'est ensuite transportée devant les bureaux du Conseil bantou qui avait accepté cette augmentation décidée par les autorités racistes pour faire payer aux patriotes africains les dégâts matériels occasionnés par les grandes insurrections de juin dernier.

Symboliquement, cette manifestation s'est déroulée le premier jour de la rencontre au Cap entre le raciste Vorster et des représentants des USA, de la Grande-Bretagne, de la République fédérale allemande, du Canada et de la France sur l'avenir constitutionnel de la Namibie dont Vorster continue l'occupation illégale pour laquelle il recherche le soutien des 5 pays occidentaux.

Patriotes azaniens comme namibiens réaffirment ainsi par leurs manifestations et leurs luttes que le temps des colons racistes est fini et que l'Afrique toute entière appartient aux Africains.

Vietnam — France

Des accords de type nouveau

La visite officielle du premier ministre vietnamien Pham Van Dong à Paris s'est achevée par la signature de deux accords de coopération économique et culturelle.

L'accord économique est accompagné d'un protocole financier comportant des dons et des prêts à long terme et à faible intérêt. Ils financeront diverses réalisations industrielles françaises au Vietnam, notamment dans le domaine de la pétrochimie, du textile et du ciment.

L'Institut français du pé-

trole va également contribuer à la création d'un institut semblable au Vietnam tout en assurant la formation en France de techniciens vietnamiens spécialisés dans ce domaine.

Les monopoles pétroliers français seront sans nul doute déçus de la vigilance du Vietnam qui entend garder le contrôle de ses richesses pétrolières. Seul 10 % du domaine «off shore» de la République socialiste du Vietnam seront concédés à des compagnies étrangères. Selon le protocole d'ac-



cord signé, la recherche et l'exploration sur les secteurs concédés seront intégralement financés par les compagnies étrangères qui assumeront tous les risques.

Comme l'accueil très important réservé à Pham Van Dong, qui fut autrefois 6 ans prisonnier des colonialistes français, ces accords illustrent bien le rapport de force nouveau établi, par leurs luttes, entre les pays du tiers monde qui désirent échapper à la main mise et au contrôle des deux superpuissances, et les impérialismes secondaires comme la France.

Le premier ministre vietnamien, tout en se félicitant de la normalisation des relations franco-vietnamiennes, a d'ailleurs insisté sur le fait qu'une fois les accords signés, il fallait «aussi fournir tous les efforts pour que les accords se traduisent en actes pratiques et concrets qui imprimeront à l'amitié entre les deux peuples une coopération accrue et des développements nouveaux et positifs, utiles non seulement à nos deux peuples, mais aussi à d'autres peuples».

Un premier geste en ce sens devra être l'appui inconditionnel accordé au Vietnam pour qu'il retrouve immédiatement la place qui lui revient de plein droit à l'ONU.

Editorial

A propos des journées «d'action»

Après la Sécurité sociale, la fonction publique et le secteur nationalisé, ce sera bientôt (le 4 mai) le tour de la métallurgie.

Les journées d'action se multiplient, comme chaque fois que s'élèvent la «température sociale», les «tensions»: en fait la colère et la volonté des travailleurs de lutter pour riposter aux dégradations de leurs conditions d'existence, pour combattre les exploiters capitalistes et arracher leurs revendications.

Les directions confédérales entendent faire de ces journées un instrument pour disperser cette commune aspiration à la lutte classe contre classe, briser la vague ainsi morcelée en actions inefficaces et canaliser la colère pour porter au pouvoir les politiciens bourgeois qui tirent les ficelles du Programme commun.

Nous l'avons dit et nous le répétons: à l'heure où les coups portés contre la classe ouvrière et tous les travailleurs exigent une riposte de grande ampleur, la ligne révisionniste et réformiste impulsée par les directions confédérales vise à faire de ces journées d'action de véritables machines de guerre contre eux. Et ceux-ci sont de plus en plus nombreux à s'en rendre compte:

-Après leur descente sur Paris, les sidérurgistes, mineurs, du Nord et de Lorraine sont rentrés déçus et conscients de ne pas avoir avancé d'un pouce...L'occupation de toutes les usines sidérurgiques, seule arme efficace aujourd'hui, est repoussée de jour en jour, en particulier par la direction CGT, tandis que se développent la crise et ses lourdes conséquences pour les travailleurs.

-Toujours plus nombreux sont ceux qui rejettent ces journées: ainsi la fédération des

mineurs CFDT, celle de l'Équipement, la majorité des ANPE de Paris, divers secteurs des PTT etc...ne s'associaient pas à celle du 28.

-A la SNCF, la grève durera deux jours. C'est ce qu'a dû accepter la direction CGT pour éviter une trop grande hostilité des cheminots.

Certes beaucoup de travailleurs participeront néanmoins à ces journées. Ils y exprimeront leur mécontentement et leur espoir que la lutte se développe.

Il n'en reste pas moins que l'attitude des travailleurs à l'égard de ces journées évolue sensiblement et qu'elles sont de moins en moins en mesure d'étouffer et de briser les luttes: celles qui portent réellement des coups au capital, celles qui offrent effectivement des perspectives de victoires.

La preuve en est que les interventions de flics contre des piquets de grève ou des travailleurs occupant leur usine se multiplient au même rythme que ces «journées».

Voilà qui traduit bien la tendance actuelle: celle à la lutte classe contre classe, à l'unité la plus large des travailleurs dans des actions efficaces contre le système capitaliste pourri, pour en fin de compte, en finir avec lui.

C'est bien pourquoi la bourgeoisie envisage de confier à ceux qui aujourd'hui sont les champions des «journées d'action» le rôle de commander demain aussi aux matraques, dans l'espoir qu'ils parviendront à briser ce courant.

Aux marxistes léninistes de l'organiser, d'arracher la classe ouvrière aux agents de la bourgeoisie dans ses rangs, pour la conduire dans les assauts décisifs contre le capital!

MANIFESTONS

tous à 10 H, place
de la République
Le dimanche 1^{er} mai

A L'APPEL DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (m-l) DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE L'HUMANITÉ ROUGE, DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE, DE LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE



Non à la fermeture des écoles rurales

Un exemple à suivre

Une correspondance ayant trait à une soirée-débat sur l'école en péril à Grenoble mentionnait dans notre édition du 22 avril le cas de Siévoz, petite commune de 107 habitants à 11 km de la Mure: Nous allons en dire plus long sur la lutte que mènent ses habitants et les raisons qui les animent.

Voilà plusieurs années qu'ils se sont opposés à la fermeture de la petite école du village. En mai 1976, malgré une pétition signée par tous les habitants, l'inspection académique décidait de la fermer et bloquait le poste de l'institutrice pour l'obliger à demander son changement.

A la rentrée 1976, tout le village se mobilise et les parents refusent d'envoyer leurs enfants à La Mure: C'est en novembre qu'ils décident, devant le refus persistant de l'inspection académique, d'ouvrir une classe «sauvage» c'est-à-dire non reconnue officiellement. Une jeune fille d'un hameau voisin qui prépare son bac, conseillée par une institutrice en retraite, assure la classe l'après-midi.

Si les parents refusent la fermeture de l'école, il y a bien des raisons: Les transports scolaires seraient trop pénibles pour les enfants alors que les routes sont souvent enneigées et même bloquées, et qu'il leur faut,

dans les conditions actuelles, attendre longtemps dans le froid.

Les jeunes enfants du village, dont plusieurs seront bientôt en âge d'être scolarisés seraient privés de toute scolarité préélémentaire, les transports scolaires n'étant autorisés qu'à partir de 6 ans.

Enfin, la fermeture de l'école c'est la mort du village. De jeunes ménages qui travaillent à La Mure envisageaient de s'installer à Siévoz mais ne le feront que si l'école est maintenue.

Si le pouvoir s'applique à fermer les écoles, c'est pour mieux organiser l'asphyxie des villages et le départ des habitants arrachés à la terre vers les villes.

Depuis 1972, on compte ainsi 3 000 fermetures de classes primaires en France. Rien que dans l'Isère, de 1954 à 1976, 37 classes ont été fermées (sur 72) dans le canton de Cour-d'Oisan, 9 sur 15 dans le canton de Mens, 8 sur 16 dans celui de Valbonnais dont Siévoz fait partie. Il faut stopper cette hémorragie. Voilà pourquoi les habitants de Siévoz exigent la réouverture immédiate de l'école et pourquoi il faut les soutenir.

Pour le soutien, se mettre en rapport avec M. Eugène Gigotti, Siévoz, 38350 La Mure.

COMMANDEZ NOTRE BROCHURE : LA LUTTE DE CLASSE A L'INTERIEUR DES PARTIS COMMUNISTES (par EH HILL)

S'appuyant sur sa riche expérience de vieux militant communiste ayant lutté personnellement contre la trahison internationale des krouchtchévistes, l'auteur, secrétaire politique du parti communiste d'Australie (marxiste-léniniste) analyse les récents développements de la lutte de classe en Chine. Il explique pourquoi il considère que l'écrasement des Quatre et la nomination du président Hua Kouo-feng est non seulement une victoire pour le parti communiste chinois, mais aussi un tournant décisif dans la lutte qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie au niveau mondial.

ASSOCIATION MEDICALE FRANCO-PALESTINIENNE

Le 28 avril 1977 à 20 heures 30 au foyer d'Action culturelle, 9 rue du 71e RI SAINT-BRIEUC

«KAFR KASSEM»

long métrage de 90 minutes (1974) du réalisateur libanais Borhan Alaouie.

«Kafir Kassem» est le nom d'un petit village palestinien vivant sous l'occupation israélienne. Le réalisateur s'efforce de démontrer, à travers la vie quotidienne des habitants, l'oppression à laquelle ils sont soumis par l'occupant. Cette oppression peut se transformer lors d'événements importants en une répression sanglante qui permet de comprendre les raisons et l'organisation du peuple palestinien pour sa libération.

Le groupe Mounkika, musique antillaise vendredi 29 avril à 21 h à Eaubonne Salle des fêtes (Hôtel de ville), Place Étienne Dollé Tél : 959-10-68



2 dirigeants du Parti communiste (m-l) d'Argentine enlevés par l'armée

APPEL DU PC(ML) A TOUTES LES FORCES ANTI-FASCISTES DU MONDE A L'OCCASION DU 1er ANNIVERSAIRE DE LA DICTATURE (extraits)

Depuis qu'elle est au pouvoir, la Junte militaire a déchainé en tempête la répression contre le peuple argentin et sur les forces patriotiques et démocratiques. La conséquence de ce déferlement est l'assassinat de plus de 7 500 patriotes, accompagné, dans tous les cas de tortures sauvages.

Les prisons du pays et les camps de concentration créés par la dictature sont remplis de plus de 30 000 prisonniers. Il y sont soumis à des sévices et des vexations permanentes et à des tortures; ils sont privés de lecture, de toute activité manuelle ou de détente et peuvent simplement recevoir, dans quelques cas seulement, la visite de leur famille proche, mais toujours sous un contrôle strict.

Jusqu'à présent, la dictature n'a pas fait connaître la liste des détenus car son objectif est de pouvoir continuer à sortir des geôles les prisonniers pour les assassiner sauvagement. Les prisonniers assassinés sont ensuite présentés à l'opinion publique comme tués lors d'affrontements armés avec les forces de l'ordre (...) Tous les droits politiques et syndicaux ont été suspendus. Des milliers de prisonniers sont détenus sans aucun procès en vertu de l'État de siège et le droit cons-

titutionnel de pouvoir sortir du pays a été annulé par décret.

La censure joue dans tous les domaines: toutes les publications populaires et révolutionnaires ont été interdites et même les journaux ouvertement favorables à la dictature, comme «La Opinion» ont été sanctionnés pour avoir publié quelques articles qui ne plaisaient pas aux militaires (...)

Le droit constitutionnel de grève a été interdit par décret et faire grève est devenu un délit passible de 10 ans de prison.

La dictature sera balayée

Notre Parti, expression du prolétariat révolutionnaire, défenseur de la bannière du marxisme-léninisme, continue le combat antifasciste, oriente aujourd'hui la lutte du prolétariat et du peuple avec une confiance absolue en la victoire finale.

Nous sommes convaincus que le développement de la résistance aboutira tôt ou tard à freiner l'offensive actuelle de la dictature et l'obligera à battre en retraite, que le temps travaillera en notre faveur et que les difficultés actuelles sont transitoires pour nous alors que celles de l'ennemi sont essentielles et permanentes.

Dans les durs moments d'aujourd'hui comme dans

Deux dirigeants du Parti communiste (marxiste léniniste) d'Argentine, Robert Cristina et Ruben Kritzcauski ont été enlevés dimanche 24 avril par l'armée fasciste du sinistre Videla.

Comptant tous deux parmi les fondateurs du PC (ml) A, en 64 en réaction à la dégénérescence révisionniste du P«C»A, ils se sont toujours trouvés à la tête des luttes de la classe ouvrière et de ses alliés.

Ainsi, Roberto Cristina fut un des dirigeants du mouvement ouvrier insurrectionnel qui eut lieu dans la région de Cordoba en 1969, quant à Ruben Kritzcauski, il fut dans les années 60 élu secrétaire-adjoint de la Fédération universitaire argentine.

Face aux révisionnistes argentins qui proclament la «volonté démocratique» du régime de Videla, le PC (ml) A a toujours été le premier à dénoncer cette dictature fasciste et pro-yankee. C'est pourquoi, il est également le premier à être réprimé par les néo-nazis au pouvoir.

La vie des camarades Roberto et Ruben est aujourd'hui en danger. Le PCA (ml) lance un appel pour que les partis frères et l'opinion publique se mobilisent pour les sauver.

les luttes à venir, il resserra ses rangs et accumulera ses forces pour déchaîner l'insurrection armée qui renversera la dictature et établira un gouvernement provisoire révolutionnaire, selon le respect de la volonté du peuple.

Ainsi, l'héroïque peuple argentin, en comptant fondamentalement sur ses propres forces, apportera une grande contribution à la lutte que tous les peuples du monde mènent contre l'impérialisme, le social-impérialisme et la réaction mondiale.

Mort à la dictature argentine!

Vive la lutte du peuple argentin pour la liberté et l'indépendance!



Débrayage des ouvriers des usines Renault à Córdoba en mai 69. Roberto Cristina a eu un rôle dirigeant dans ces luttes.

● Cisjordanie

Pour la deuxième journée consécutive, à Naplouse, des centaines d'écoliers et de jeunes palestiniens se sont heurtés aux forces d'occupation sionistes. En signe de solidarité tous les commerçants arabes de la ville ont fermé leur magasin. De nombreuses barricades ont été installées et on signale que les combats sont très violents. A l'origine de ces manifestations, la déclaration

par les sionistes de leur désir d'implanter une nouvelle colonie dans la municipalité de Naplouse.

● Soweto

Une manifestation de deux mille étudiants s'est déroulée mercredi matin à Soweto. Ils protestaient contre les hausses de loyer, jusqu'à 80 % que viennent de subir les habitations de ce Ghetto où sont enfermés plus d'un million de noirs dans la banlieue de Johan-

nesbourg. Des affrontements ont eu lieu avec la police des racistes.

● Danemark

Des manifestations ont eu lieu hier comme les deux jours précédents à Copenhague pour protester contre la parution du quotidien réactionnaire danois «Berlingske Tidende».

Depuis trois jours en effet, ce journal reparait sans le concours de plus de mille typographes: ils

Une étude du B.I.T. sur le chômage

Le chômage restera élevé jusqu'en 1980 dans les pays occidentaux et on ne peut exclure qu'il devienne «catastrophique» dans les pays du tiers monde, estime le bureau international du travail dans une étude publiée lundi à Genève.

Pour le BIT, «les pays industriels à économie de marché devront peut-être s'accommoder jusqu'en 1980 d'un taux de chômage assez élevé, de nombreux postes de travail ayant disparu du fait de la restructuration et de la fermeture des usines, tandis que s'accroissait la main-d'œuvre».

Dans les «pays en développement, il n'est pas possible d'exclure pour l'avenir un chômage et un sous-emploi d'une ampleur catastrophique» note le BIT qui «recommande une action énergique pour s'opposer à cette éventualité».

ont purement et simplement été licenciés parce qu'ils refusaient le nouveau plan de travail imposé par la direction. Les typos sont bien décidés à refuser cette mesure. Déjà de nombreuses grèves de solidarité ont paralysé la presse danoise la semaine dernière; quant aux 150 000 exemplaires du journal actuellement tiré, ils prennent régulièrement depuis trois jours le chemin du ruisseau, et ce, malgré l'escorte de flics qui protège la distribution.



Pollution

Une gigantesque marée noire dévaste la Mer du Nord

Vendredi dernier la plate-forme de forage Bravo était secouée par une explosion. Depuis, un geyser de pétrole et de gaz à 1100 jaillit à plus de 60 mètres de haut.

Le pétrole du gisement d'Ekofish se déverse dans la mer au rythme de 4 000 tonnes par jour. Le risque d'explosion a d'abord interdit pendant deux jours d'approcher de la plate-forme même en hélicoptère. Mardi des spécialistes de la société Red Adair (du nom du célèbre pompier du ciel) sont montés sur la plate-forme pour tenter de mettre en place une vanne de blocage et réduire en quelques jours le geyser. Mais cette fois, c'est le calme plat qui les a obligés à partir.

L'accumulation de fortes quantités de gaz entraînait en effet le retour du risque d'explosion. La nappe de pétrole qui dérive atteint déjà plusieurs dizaines de kilomètres et ne cesse de s'étendre. Si les spécialistes ne parviennent pas rapidement à colmater la fuite il faudra alors faire un nouveau forage à côté pour dévier le pétrole vers un autre puits. Cela prendrait des semaines voire des mois.

On assisterait alors à une catastrophe de grande ampleur, toute la mer du Nord risquant d'être recouverte d'une fine pellicule de mazout. C'est toute la faune de cette mer, la plus poissonneuse d'Europe qui est menacée. En effet, nous sommes dans la période de l'année où les maquereaux viennent pondre leurs œufs et où se forme le plancton base de la nourriture des poissons. Pour tous les pêcheurs d'Europe du Nord dont cette mer est la zone de pêche privilégiée, ce serait une catastrophe inestimable sans parler des répercussions écologiques en chaîne liées à la pollution. Cet accident ne s'est pas produit par hasard. Des compagnies pétrolières se sont jetées sur l'exploitation du pétrole sous-marin devenu source de profits considérables. En quelques années, la mer du Nord s'est couverte de 600 puits de forage. Face aux mises en garde de nombreux spécialistes, ces compagnies avaient promis de prendre toutes les mesures de sécurité possibles. Mais la soif de profit a été la plus forte et le désastre qui menace aujourd'hui est à sa mesure.



COMMUNIQUÉ

Le Comité du Salon de la jeune peinture annonce que son 8e salon se tiendra cette année dans les salles du musée du Luxembourg au 19 rue de Vaugirard 75006, Paris - du 29 avril au 24 mai.

A l'occasion du vernissage le Comité donnera une conférence de presse le vendredi 29 avril à 19 heures au musée du Luxembourg.

Le 28e salon y sera présenté ainsi que l'activité régulière de la jeune peinture, dans sa spécificité, permettant la confrontation de l'expression individuelle et de l'activité collective sous le signe de la liberté d'expression.

Dans le cadre social, économique, et culturel où se déroule ce 28e salon de la jeune peinture, les réflexions sur son action et ses objectifs seront exposées ; particulièrement face à l'actuelle restructuration de la vie culturelle et artistique (CNAC G. Pompidou, etc.) et ceci au moment où les autorités gouvernementales et la ville de Paris remettent en cause le droit à l'existence de nombreux salons artistiques, dont celui de la jeune peinture.

Lors de la conférence de presse, il sera fait état de propositions d'actions, issues des travaux des Assemblées générales de la jeune peinture, avec le Comité de liaison des sociétés et syndicats d'art graphique et plastique et des suites données.

Sur toutes ces questions, une note d'information sera à la disposition de la presse.

Le Comité du Salon de la jeune peinture

PS : Un dossier complet vous sera remis au début de la conférence de presse.

SAMEDI 14 MAI

à partir de 14 heures

Suzanne Bernard

et Arthur HENRIOT le livre

« Rencontre avec un paysan français révolutionnaire »
(23 MAURUY ÉDITIONS)

à la librairie

La Fin du Jour
33 rue René Esnangard 69 001 LYON
(PRÈS DES TERREAUX)

Du côté de chez Barre

Tristesse et amertume

La presse au service de la majorité se fait bien amère et bien triste, en réponse aux grands appels à la mobilisation et à la solidarité que Barre a lancé aux siens.

L'Aurore

Ce serviteur de toujours s'appuie : « sur la cinquième République s'apesantit une ombre grise ». Le journal souligne que Claude Labbé, président du RPR « fut lugubre » et que le réformateur Max Lejeune ne « fut pas plus gai, mais moins réservé dans l'approbation ».

La conclusion de l'Aurore est pathétique : « Ainsi meurt sous nos yeux une certaine idée de la société française ».

Les Échos

Du côté des économistes bourgeois, ce n'est pas l'enthousiasme non plus, bien au contraire.

Le journal pleure : « Quand on aime quelqu'un on s'accroche au plus petit espoir ; alors même qu'il vient de rendre le dernier soupir, on refuse d'y croire. Mais qui aime la majorité ? »

Les poètes romantiques avaient déjà dit que les chants désespérés étaient les plus beaux. Mais des chants

désespérés aussi ridicules que celui-là, c'est rare !

Le Figaro

Lui aussi est déçu : « On attendait une déclaration de politique générale. On a eu un exposé sur le programme d'action gouvernementale. On espérait un plan de mobilisation politique de la majorité et psychologique des Français. M. Raymond Barre est resté au niveau de la gestion ».

Le Quotidien de Paris

Ce n'est pas non plus en lisant le Quotidien de Paris que Barre le mal aimé trouvera une consolation, le pövre !

Ça commence ainsi : « M. Barre est déjà sur l'autre versant. Sa crédibilité politique, à peu près nulle quant il est arrivé à Matignon, a complètement disparue au lendemain des municipales ».

QUELLE SOLUTION DE RECHANGE

Bref, pour Barre, c'est rapé ! La bourgeoisie com-

mence à lui retirer sa confiance (si toutefois on peut parler de confiance dans ces milieux-là). Si le langage se fait même tragique c'est que la presse bourgeoise reflète l'inquiétude de la bourgeoisie devant le mécontentement populaire grandissant. C'est vraiment la fin d'un régime qui s'annonce.

La première solution de rechange pourrait être Chirac. C'est du moins ce que le RPR prépare en prenant ses distances. La seconde pourrait être plus « musclée » : la question se pose quant on voit la liste d'attentats récents signés de groupes fascistes.

La troisième, et pas la moindre, pourrait être l'Union de la gauche. Non seulement des Gaullistes, mais aussi des petits et moyens patrons, et des grands patrons comme Dreyfus, le PDG de Renault, vantent avec de plus en plus d'ardeur le Programme commun.

Il s'agit bien sûr de solutions de rechange pour la bourgeoisie.

Quant à la classe ouvrière, c'est par les grèves, les manifestations, les occupations d'usines qu'elle prépare sa solution à elle : le renversement du capitalisme. Ce sera alors la vraie fin du régime.

nouvelles intérieures

Le PCF

au secours des fonctionnaires ?

On peut lire dans l'Humanité du 27/4/77 en dernière page :

« En frappant ce fonctionnaire par ailleurs irréprochable et excellemment noté sur le plan professionnel... le nouveau ministre de l'Intérieur a voulu faire un exemple ».

Il s'agit d'une mutation décidée par Bonnet « pour activité syndicale excessive »... au syndicat des commandants et officiers de la police nationale !

Car ce « fonctionnaire » est officier de paix principal en Yvelines. Il exerçait de plus d'importantes responsabilités à l'État-major parisien des CRS : il n'a pas manqué de travail ces temps-ci pour diriger les nombreuses opérations d'évacuation d'u sine occupées en région parisienne !

Amis lecteurs achetez toujours l'Humanité rouge dans le même kiosque

en bref...en bref...en bref...

• 300 millions d'A.F.

Le premier mai est devenu un symbole de l'unité de la classe ouvrière et une journée de lutte de classe pour tous les travailleurs.

En bons hommes d'affaires, les dirigeants du PCF ont fait de cette journée une de leur grande journée commerciale avec vente de muguet : chiffre d'affaire : 300 millions d'anciens francs.

Mieux, à propos de la Fête de Paris qu'ils organisent, on se demande en voyant leurs affiches (une tête de femme entourée de paillettes multicolores) quel programme ils nous réservent ! Le lido ? Les Folies bergères ?

(Extraits d'une lettre de lecteurs parisiens)

• Droite, gauche, on s'y perd

Dans sa lettre à Marchais, Mitterrand propose d'actualiser le Programme commun en commençant par « prendre acte des points acquis ». Il s'agit tout simplement des projets contenus dans le Programme commun qui ont été réalisés par les gouvernements Messmer, Chirac, Barre.

Mitterrand cite parmi les points acquis : le droit de vote à 18 ans, l'interdiction des discriminations raciales par la loi, la suppression du secrétariat de la présidence de la République aux affaires africaines et malgaches.

Il oublie de mentionner : la loi sur le contrôle des naissances qui réalise le paragraphe 7 du chapitre 10 du Programme commun ; il ne parle pas non plus de l'indexation de l'épargne réclamée par le Programme commun (page 137) et que Barre s'est engagé à faire entrer en application « au plus tard le 1er janvier 1978 ».

Si la majorité peut ainsi réaliser des parties du Programme commun, ce n'est pas parce qu'elle a « viré à gauche », mais parce que le Programme commun est un programme bourgeois.

Un lecteur

• Flics de tous les pays...

Une mission technique de la police française est allée en Espagne pour étudier le fusil à balles de caoutchouc utilisé pour « le maintien de l'ordre ».

Ce sont ces balles en caoutchouc qui sont à l'origine de la mort d'un jeune basque au cours d'une manifestation. La police française se met donc à bonne école ! Dès qu'on parle de gachette, ils sont là...

Le SCO (syndicat d'officiers de police affilié à la CGT) a protesté contre ce fait, mais en ajoutant notamment : « cette arme extrêmement dangereuse dans les circonstances de maintien de l'ordre classique (exemple : dispersion d'une foule dense) est insuffisante dans une situation très critiques ».

On aimerait savoir ce que ces « officiers de police démocratiques » entendent par « insuffisantes dans une situation très critique »... et ce qu'ils proposeront à un gouvernement de gauche (au nom de leur syndicat CGT) pour faire face à une telle situation ?

Relevé par un lecteur de Vigneux

• La sécheresse ?

Pour la troisième année consécutive, le revenu des travailleurs de la terre a baissé. Selon l'INSEE, il a baissé en 1976 de 1,1 %. La cause officielle donnée est la sécheresse.

Mais c'est aussi à cause de la sécheresse que les prix ont augmenté sur le marché. C'est à cause de la sécheresse qu'un impôt avait frappé les paysans... dont pourtant le revenu a baissé. Alors la sécheresse a bon dos !

L'année 1974, avait été nommée « l'année noire ». L'année 1975, « l'année grise ». L'année 1976 sera l'« année sécheresse ». De toute façon ce sont trois années de catastrophes pour les petits paysans : leur nombre a baissé de 2,7 % l'an, à cause des faillites. Pendant ce temps, Barre est content de lui.



Travailleurs mauriciens Encore des menaces d'expulsion

Le mouvement des travailleurs mauriciens proteste contre l'arrestation la semaine dernière, de trois travailleurs mauriciens dont deux étaient encore, mardi 26, détenus au dépôt.

L'un d'eux (travaillant depuis 1975 dans la confection) a été arrêté à la station de métro Nation ; on lui a retiré son passeport et il devait se présenter à la police le 28 «muni d'un billet pour quitter la France»!

Depuis que le mouvement des travailleurs mauriciens a engagé la lutte pour la régularisation des «sans-papier», des mesures d'expulsion sont prises contre eux (on se souvient en particulier de celle de leur porte-parole Ramgoolam en février dernier) et ils sont de plus en plus fréquemment victimes de contrôles et même d'agressions de la part des flics, notamment dans le métro. A leur journée d'information à Vigneux le week-end dernier, l'un d'eux avait témoigné d'une telle agression, lors de laquelle il avait été violemment frappé.

Ces arrestations, détentions prolongées, menaces d'expulsion, violences, etc. intervenues avant et après le succès des journées mauriciennes à Vigneux montrent que l'Etat au service des exploiters cherche toujours à étouffer la voix de ces travailleurs immigrés particulièrement exploités.

Tous les travailleurs doivent être solidaires face aux expulsions qui menacent nos frères immigrés et face à la répression qui répond à leur juste lutte.

Remorqueurs du port de Nantes 2 mois de grève

La grève des remorqueurs de Nantes pour l'augmentation de la prime de fin d'année, continue toujours.

Cette prime est, par exemple au Havre, de 9000 F et les remorqueurs de Nantes demandent son passage à 4 000 F.

De nombreux bateaux ont dû être détournés et plus de 60 000 tonnes de marchandises n'ont pu être déchargées à Nantes où la direction refuse toujours de céder.

• Clermont-Ferrand Les Etablissements Brun toujours occupés

Depuis le 18 avril, les travailleurs (il y a 260 salariés) occupent l'usine (fournitures textiles pour l'armée) pour des améliorations notamment de salaire ; ils demandent entre autre 1 700 F minimum par mois.

• SMG (Gerzat) Intervention des flics

Cette société métallurgique travaillant pour l'armée et employant 360 salariés était occupée depuis la semaine dernière (voir HR No 674) pour obtenir une augmentation mensuelle de 200 F.

La direction a pris prétexte d'un projet de journée «portée ouverte» pour demander l'évacuation, soi-disant pour préserver «l'acquis industriel et la sécurité».



• Planchers Bourge (Angervilliers 91) Après le procès

Continuer la lutte

Le procès engagé par les travailleurs des Planchers Bourge contre le patron a enfin été jugé aux prudhommes le 21 avril à Palaiseau (91).

Depuis 4 mois, la justice traîne : remises à huitaine, incompétence du tribunal des référés, au-

L'enjeu du procès était : Le paiement des trois semaines travaillées en décembre.

La réintégration de tous les ouvriers, mis à pied puis licenciés pour faute lourde (2 heures de débrayages !!)

La reconnaissance de la section syndicale et du délégué.

JUSTICE BOURGEOISE AU SERVICE DES PATRONS

Le tribunal a été obligé de reconnaître que la grève était «licite» et que Bourge ne pouvait donc pas y répondre par un licenciement pour faute lourde (licenciement immédiat sans indemnités, pas même les congés payés).

Mais malgré ces bonnes paroles, les travailleurs sont licenciés, le tribunal ne «peut» pas l'obliger à les

réintégrer.

Quant aux indemnités de licenciement, il n'en est pas encore question. Le tribunal nomme deux «experts» qui ont trois mois pour trouver quelle faute grave les travailleurs auraient bien pu commettre avant le 21 décembre ! (en cas de licenciement pour faute grave, il n'y a pas non plus d'indemnités).

Le patron doit payer les salaires de décembre (environ 1 100 F) ainsi que 500 F de dommages et intérêts à chacun pour le retard ; mais quand ? Si Bourge fait appel, le paiement peut encore trainer plusieurs mois.

Parce que l'UL CGT de St-Germain-les-Arpajon a envoyé une lettre non datée et non signée pour la désignation du délégué syndical, il n'est pas reconnu travailleur protégé et il est licencié comme les autres.

La cité ouvrière et le fo-

dience de «conciliation», afin de décourager les travailleurs. Mais ils étaient tous là le jour du jugement, ainsi que de nombreuses personnes venues les soutenir, à l'appel de la section syndicale et du comité de soutien.

yer appartiennent au patron. Les travailleurs licenciés peuvent être expulsés à partir du 21 mai. Dans ce domaine, la «justice» est beaucoup plus rapide !

UNE SEULE VOIE LA LUTTE

Comme d'habitude, il n'y avait pas de représentant de l'UL CGT, ni de l'UD de Corbeil. Depuis le début les dirigeants de la CGT et du PCF essaient de saboter cette lutte qu'ils n'ont pas pu utiliser à des fins électorales et que les travailleurs ont réussi à diriger, avec l'appui du comité de soutien : L'UL et l'UD sont intervenus au début pour éloigner les travailleurs de l'action directe (occupation ou manifestation devant l'usine) et pour qu'ils s'en remettent à la justice. L'UD a fourni un avocat - qui annonce maintenant qu'il

prélèvera un pourcentage sur les sommes reçues par les travailleurs.

L'avocat ne s'est jamais battu contre les licenciements - ce qui est la politique générale de la direction CGT - mais seulement pour les indemnités. Et maintenant, il ne se bat pas contre les expulsions, il dit qu'il y aura des délais, alors que les travailleurs doivent se préparer dès maintenant à lutter contre les expulsions, et ne rien attendre du maire ou du préfet.

Le délégué on n'en parle plus. Pour l'avocat, il n'y a plus qu'une seule affaire. Mais pour nous, la section syndicale existe, et tous les ouvriers y mènent la lutte.

Mobilisons-nous pour les soutenir et lutter contre les expulsions !

Seule la lutte paie !
Soutien financier CCP
Asti Orsay La Source -
30 008 82 U

Correspondant HR

• Bedouin du Désert

Un nouveau Naussac ?

Bedouin est un petit village du Vaucluse. Les habitants possèdent tous ensemble le versant sud du mont Ventoux, légué depuis toujours à la communauté villageoise.

Le mont Ventoux est un point stratégique commandant la base de missiles du plateau d'Albion. L'armée a déjà volé aux bédouins une partie de leur territoire se réservant de faire main basse sur le reste.

De plus, ce village à vocation agricole, possède d'importantes carrières de silice, propriété d'habitants du village.

Depuis deux ou trois ans elles sont la proie des multinationales (Perrier, SIKI, SIFRACO), qui rachètent à coups de millions les terres cultivables des bédouins, et ces carrières, maintenant exploitées industriellement, deviennent de gigantesques plaies creusées tout près du village.

Aucun reboisement, pas de surveillance : cela crée des risques très graves pour la population, les cultures avoisinantes (en particulier les vignes dont les vins sont

classés «appellation d'origine contrôlée» et qui sont un peu la ressource du coin). Ajoutons que l'exploitation se fait sur des terres prises aux bédouins, alors que le préfet n'a pas encore donné son accord.

Alors le travail est fait la nuit et, dans ces excavations, les risques sont accrus pour les travailleurs.

Les paysans de Bedouin sont carrément chassés de leurs terres cultivables par les puissantes sociétés internationales qui pratiquent un pillage, ne profitant ni à la commune, ni aux agriculteurs, ni aux habitants.

Bedouin, un nouveau Naussac ? L'avenir le dira. Déjà les bédouins ne voient pas d'un bon oeil cette «zone industrielle» qui se crée malgré eux dans le village. Un «groupe de défense de Bédouin-Ventoux» est créé, montrant la volonté de la population de ne pas se laisser faire...

Un village à ne pas perdre de vue : Bedouin aux pieds du mont Ventoux.

Correspondant HR

• Restaurant Renault-Flins

Les gérants CGT face au personnel

Ce restaurant est géré par la CGT, majoritaire au CE. En novembre 76, un protocole d'accord concernant l'embauche définitive des intérimaires (appelés «extras») après leur deuxième contrat n'étant pas appliqué, la CFDT informe les travailleurs de l'usine et appelle à la grève : les délégués syndicaux CGT la sabotent en remplaçant les grévistes avec le personnel du CE !

Attitude sanctionnée en février 1977 par un recul de la CGT aux élections des délégués du personnel.

Le 20 avril dernier, se tient une assemblée générale du personnel-restaurant : les responsables CGT organisent un chahut et le gestionnaire CGT pousse les ouvriers à quitter la salle (pour s'opposer à l'information).

La CFDT, en réponse à un tract calomnieux, rappelle quelques hauts faits de l'ancienne direction CGT : «Les élections de délégués du personnel de 1975 ont été annulées par les tribunaux pour manipulation du secrétaire CGT du CE sur les bulletins de vote CFDT». Le CE a été obligé de

verser des indemnités à un travailleur pour licenciement abusif dans un centre de vacances...

Terminons sur les motifs invoqués par écrit dans un avertissement donné à une serveuse. Nous citons : «En raison... de votre attitude fréquemment contestataire et provocante, mettant en cause l'autorité de vos supérieurs... Quand on sait que de telles lignes viennent de militants syndicalistes !

La CFDT considère que «la gestion des restaurants par le CE conduit à l'impasse» et se propose de «tout mettre en œuvre pour que les avantages acquis du personnel des restaurants ne soient pas touchés».

Elle estime que pour cela, l'unité des travailleurs de l'usine et du restaurant est nécessaire et qu'elle peut se faire sur la base du mot d'ordre «pas de repas, pas de travail» ; informer l'usine, se mettre en grève une fois les travailleurs au restaurant et désorganiser la production.

On voit à quoi conduit le révisionnisme et comment les travailleurs s'y opposent, ici à travers la CFDT notamment.